



Aucune Nation ne peut survivre hors Etat de Droit : Aok'izay !

Face aux actes de violation flagrante de la feuille de route perpétrés durant ce week-end et devant les risques de débordement et d'aggravation de l'insécurité et des actes de violence qu'ils pourraient entraîner, le CCOC se doit d'interpeller tous les acteurs – particulièrement politiques – qui ont un rôle à jouer pour que nous ne sombrions pas dans le chaos.

Nous constatons aujourd'hui que le pays s'enfoncé véritablement dans un Etat de Non - Droit, ce qui se traduit par des dérives et abus constatés, dont, entre autres:

- . Dévalorisation et déperdition du respect des Institutions de la République ;
- . Perte de valeurs morales et repères institutionnels ;
- . Perte du respect de la Loi par les Institutions supposées la faire respecter (cas du Commissariat de Mahamasina - cas du magistrat de Tuléar) ;
- . Augmentation des crimes et délits ;
- . Aggravation des trafics en tous genres (bois de rose, pierres précieuses, organes humains...) sans capacité des autorités compétentes à les juguler ;
- . Prise de décisions incohérentes et irresponsables des dirigeants.

La situation actuelle d'anarchie à tous les niveaux montre qu'il est plus qu'urgent de revenir dans un Etat de Droit où les décisions seront prises dans le respect de la Loi et acceptées et appliquées comme il se doit par tous les citoyens.

Un processus pour le retour à l'ordre constitutionnel a été clairement établi et accepté par les acteurs politiques dans la Feuille de Route. Ces derniers se sont également engagés « à instaurer un climat de paix sociale et de sécurité pour tous les Malgaches » et un premier ministre de consensus a été désigné pour assurer le respect strict de la Feuille de Route.

Le présent et l'avenir du peuple malgache et du pays sont subordonnés à la bonne volonté et à la sincérité de tout un chacun ; l'instauration d'un climat d'apaisement et de sérénité est une nécessité pour notre quotidien et un préalable incontournable pour entrer dans tout processus électoral.

Nous demandons donc instamment à tous les acteurs concernés d'œuvrer dans ce sens et de manifester, pour une fois, un réel sens de l'Etat et de l'intérêt supérieur de la population, de prendre leurs responsabilités : AOK'IZAY !

Antananarivo, le 24 Janvier 2012

Le CCOC – noyau dur

Lily RAZAFIMBELO

Faraniaina PIERRE BERNARD

Jean Pierre RAKOTOFIRINGA

Hony RADERT